



PREAVIS AU CONSEIL GENERAL DU 7 DECEMBRE 2015

Modification des statuts de l'Association Régionale pour l'Action Sociale Morges Aubonne Cossonay (ARASMAC)

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

La Municipalité vous prie de prendre connaissance de ce préavis municipal, dont la structure et l'essentiel de la rédaction ont été élaborés par la Direction de l'Association régionale pour l'action sociale Morges Aubonne Cossonay.

1. Préambule

L'ensemble des communes du district de Morges sont membres de l'ARASMAC. Cette association fournit les prestations liées à l'aide sociale (le Revenu d'Insertion, via le CSR), les prestations liées aux assurances sociales (via les AAS) pour ce qui relève des buts principaux ainsi que celles relatives au but optionnel, dont sont membres 37 communes du district, soit : l'accueil de jour des enfants au sens de la Loi sur l'Accueil de Jour des Enfants (LAJE) via le réseau AJEMA et l'Accueil Familial de Jour (AFJ).

Cette association emploie actuellement près de 200 collaborateurs/trices.

L'ARASMAC étant une association de communes au sens des articles 112 et suivants de la Loi sur les Communes (LC), la modification de ses statuts relèvent de la compétence du Conseil intercommunal, conformément à l'art. 126 al. 1 LC.

Cependant, certaines modifications, en particulier celles décrites à l'art. 126 al. 2 LC, nécessitent l'approbation de la majorité des Conseils généraux, respectivement communaux.

Ainsi, lors de la séance du Conseil intercommunal de l'ARASMAC du 25 septembre 2014 à Gollion, plusieurs modifications des statuts ont été approuvées et quatre d'entre elles nécessitent l'approbation des Conseils généraux, respectivement communaux, soit la modification des articles 10, 12, 16 et 37 des statuts.

Conformément à la procédure décrite à l'art. 113 LC, un avant-projet de statuts a été soumis à la commission ad hoc du Conseil (art. 113 al. 1 ter) qui a pu faire part de ses remarques.

La consultation a généré plus de 70 remarques de la part des communes, dont le Comité de direction ARASMAC a tenu compte, dans la mesure où ces modifications sont cohérentes avec le statut.

L'art. 113 al. 1 sexies précise que le projet définitif de statuts (annexe) présenté au Conseil par la Municipalité ne peut être amendé.

2. Exposé des motifs

Plusieurs articles des statuts relevant de la compétence du Conseil intercommunal ont été modifiés afin de permettre de scinder les séances du Conseil intercommunal avec un premier quorum basé sur le nombre de communes ayant adhéré aux buts principaux (CSR et AAS) et un second quorum en fonction du nombre de communes ayant adhéré au but optionnel (AJEMA, AFJ).

D'autres modifications des statuts sont également introduites afin d'actualiser lesdits statuts.

Comme évoqué en préambule et en vertu des dispositions prévues par l'art. 126 al. 2 LC, l'approbation des Conseils généraux, respectivement communaux, est requise en ce qui concerne les modifications des articles 10, 12, 16 et 37 des statuts de l'ARASMAC.

Conformément à la procédure prévue pour l'adoption des statuts d'associations intercommunales, le Service des Communes et du Logement (SCL) a déjà donné son accord de principe, confirmant ainsi la légalité des modifications adoptées par le Conseil intercommunal et celles qui sont soumises aux Conseils généraux, respectivement communaux, qui font l'objet du présent préavis.

- L'article 10 traitant de la composition du Conseil intercommunal est légèrement modifié dans le texte (*[...] membres de la Municipalité et désignés par elle [...]* voir annexe). Le second paragraphe de cet article qui concerne le droit de vote est déplacé à l'article 16 des statuts.
- L'article 12 des statuts de l'ARASMAC est donc modifié afin de mieux préciser les compétences du Conseil intercommunal et en particulier celles du président et du vice-président, ceci pour être en conformité avec l'article 10 de la Loi sur les Communes qui indique que le président est élu chaque année et 114 qui stipule que les dispositions concernant les communes et les autorités communales sont applicables par analogie aux associations de communes.

Le président de l'association pouvant ne pas être membre des communes ayant opté pour un but optionnel (AJEMA dans notre cas), il est ajouté en fin d'alinéa « *Le président et/ou le vice-président doivent/doit obligatoirement être issus/issu d'une des Communes membres des buts optionnels.* », ceci pour être en accord avec l'art. 16 al. 3 du projet de statuts qui indique que seuls les délégués des communes membres du but optionnel ont le droit de vote.

La durée maximale pour la présidence, respectivement pour la vice-présidence durant la législature en cours est également précisée.

- L'article 16 concernant le droit de vote intègre le second paragraphe déplacé de l'art. 10 tel qu'indiqué plus haut.

Tout comme pour le président, lorsque le vice-président préside, sa commune ne perd pas de voix au Conseil intercommunal puisque la commune du président dispose, selon l'art. 12 al. 4, d'un délégué et celle du vice-président d'un suppléant qui prend part au vote lorsque c'est au vice-président de présider la séance.

Il nous semble utile de préciser également que cette manière de procéder ne donne pas non plus d'avantage de voix à la commune du président, respectivement du vice-président. En effet, ces derniers, lorsqu'ils président, ne prennent pas part au vote, si ce n'est pour trancher en cas d'égalité.

- L'art. 37 définit le type de majorité requise pour la modification d'éléments des statuts. La dernière modification de la LC impose que cette majorité soit qualifiée. Initialement, cette majorité n'était pas qualifiée et le Conseil intercommunal de l'ARASMAC propose qu'il soit des trois cinquièmes (ou 60%), ceci pour donner une majorité claire et plus de force à des décisions d'importance.

3. Conclusions

Au vu de ce qui précède, la Municipalité vous prie, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir voter les conclusions suivantes :

Le Conseil Général de Cottens

- vu le préavis de la Municipalité,
- ouï le rapport de la commission chargée de l'étude de cet objet,
- considérant que cet objet a été porté régulièrement à l'ordre du jour,

décide

1. d'accepter la modification de l'article 10 tel que figurant dans les annexes,
2. d'accepter la modification de l'article 12 tel que figurant dans les annexes,
3. d'accepter la modification de l'article 16 tel que figurant dans les annexes,
4. d'accepter la modification de l'article 37 tel que figurant dans les annexes,
5. de charger la Municipalité d'informer le CODIR de l'ARASMAC des décisions prises par le Conseil général.

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 23 novembre 2015.

Au nom de la Municipalité

Le Syndic



F. Delay



La Secrétaire



R.-M. Jaggi

